



Avec les retraités

Imposons la justice sociale

Un budget qui prépare la liquidation totale

Le gouvernement Lecornu a dévoilé son projet de budget 2026. Sous prétexte de « faire des économies » pour « maîtriser les dépenses publiques », il propose un plan d'austérité qui n'a qu'un seul objectif : faire payer la crise aux travailleurs et travailleuses, aux retraité·es, aux jeunes, aux plus précaires, aux privé·es d'emploi, aux étudiant·es... C'est non !

Macron poursuit donc son programme de destruction, entre refus de taxer les riches, cadeaux aux entreprises et pression sur les personnes fragiles.

Pour nous, nos anciens, nos jeunes, la facture s'annonce salée avec

- Maintien de l'année blanche : Avec l'inflation de 1,4 % prévue, c'est-à-dire la baisse des pensions de retraites et des prestations sociales notamment essentielles aux plus précaires comme les APL ou encore l'AAH (allocation adulte handicapé), l'ASPA (minimum vieillesse et le RSA.
- Gel des salaires dans la Fonction publique
- Gel du barème de l'impôt sur le revenu : concrètement c'est 200 000 personnes jusque-là non imposables qui seraient soumises à l'impôt
- Augmentation de l'impôt pour la majorité de la population avec certaines "niches fiscales" supprimées comme l'abattement des 10% des retraité·es, la suppression de la réduction d'impôt pour "frais de scolarité", fiscalisation des revenus des étudiant·es...
- Doublement des franchises médicales : augmentation du reste à charge sur les médicaments et consultations, doublement du plafond des franchises
- Remise en cause des ALD : les indemnités journalières des malades en affection longue durée deviendraient imposables. Un impact important sur des millions de personnes, et en particulier celles et ceux souffrant de certains handicaps.
- Suppression de 3119 postes d'agents publics
- la baisse du budget de tous les services publics : l'accès à de nombreux services publics sera fortement dégradé pour l'ensemble de la population ; certains seront même probablement fermés.

Les retraités dans le viseur

Ce budget est particulièrement violent pour les retraité·es.

Ce seront les **premières victimes de l'explosion des frais de santé**, car c'est eux qui ont le plus besoin de se soigner ; ils vont subir une **désindexation de leurs pensions pour 2026, que ce budget prévoit de prolonger jusqu'en 2030** ;

C'est 30 milliards d'économies sur le dos des salarié·es, retraité·es et malades quand le patronat reçoit 211 milliards

Le progrès social, seule issue à la crise !

Face à l'irresponsabilité du président de la République, du gouvernement et de leurs alliés patronaux, la CGT appelle au rassemblement des forces de progrès social pour barrer la route à l'extrême droite et gagner enfin la réponse aux urgences sociales et environnementales : mettre en place **la justice fiscale**, débloquer les moyens nécessaires pour nos services publics et pour la transformation environnementale, **abroger la réforme des retraites**, augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux

L'Union Départementale CGT 66 appelle les actif·ves et les retraité·es à participer massivement à la manifestation

10h – Place de la Victoire – Perpignan